

Nouvelle donne géopolitique

Autor(en): **Richardot, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **143 (1998)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345875>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Nouvelle donne géopolitique

Depuis 1989, l'Europe subit une double évolution: le morcellement et l'union. Paradoxe? Certainement. Contradiction? Non. C'est une réalité démontrée par les faits et un trait de l'évolution géopolitique actuelle.

■ **Philippe Richardot**

L'effondrement du bloc communiste: un choc initial

La bipolarisation du monde, principalement celle de l'Europe de 1945 à 1989, appartient désormais à l'histoire. L'autodissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques en 1991 témoigne d'un échec historique majeur, celui de la société communiste, mais aussi d'un certain type de fédéralisme. Des peuples, réunis par la conquête tsariste entre le XVI^e et le XIX^e siècle, maintenus sous la botte soviétique entre 1917 et 1990, ont suivi Moscou tant qu'il y avait une affirmation sûre de sa force et de son droit, un knout tenu d'une main ferme. Quand le doute s'est insinué au sommet, quand la misère a retrouvé une voix pour se plaindre, les nationalismes et les particularismes religieux, bâillonnés mais pas tués, ont refait surface. Les pays baltes, la Géorgie, puis l'Ukraine et les Républiques musulmanes d'Asie centrale sont redevenus des nations libres.

Nouveaux drapeaux, nouvelles frontières, conflits ancestraux aussi: Azéris contre Arméniens; Géorgiens contre Abkhazes; Tchéchènes contre Russes. L'Asie centrale semble progressivement échapper à l'orbite russe pour se rapprocher de l'Iran et de la Turquie. Le morcellement de l'URSS prépare une reconcentration moyen-orientale conforme aux mœurs, à la culture et à l'histoire de ces peuples. La tentative de recréer une nouvelle fédération, la Communauté des Etats indépendants, sur le modèle européen, masque une volonté de conserver les restes de l'Empire russe. Pourtant, un Etat multinational ne peut durer que tant qu'il a un modèle fort à proposer.

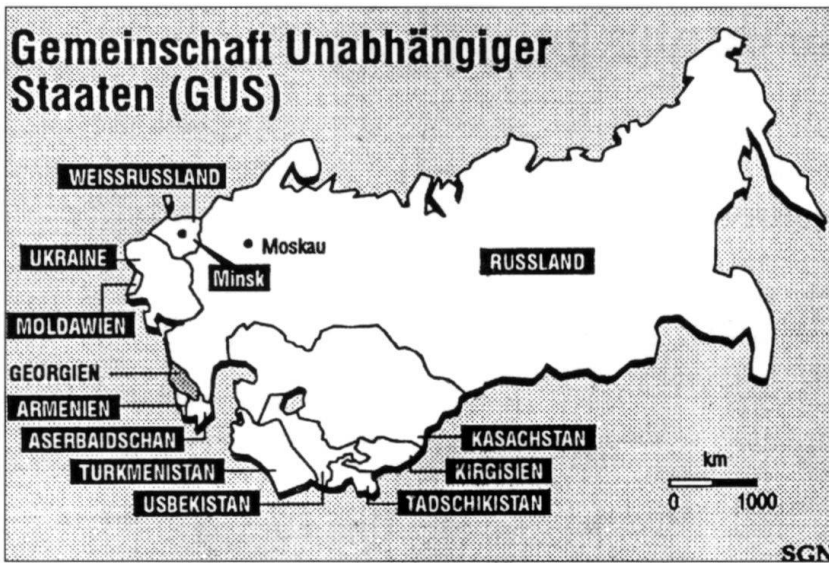
Victime d'une crise tant matérielle que morale, la Russie est «l'homme malade» de cette fin de siècle; elle ne sait plus tellement où se tourner: vers l'Occident et l'OTAN, vers cette Asie en expansion qui sera le principal marché de la Russie au XXI^e siècle? Une Sibérie vide d'hommes, pleine de richesses naturelles, ayant une frontière commune avec la Chine, nation la plus peuplée au monde et dotée de l'arme nucléaire, qui en 1988

n'a pas hésité à envahir militairement les îles Paracels. Le démantèlement de l'Empire russe est-il achevé?

Une Europe bi-polaire?

L'échec du fédéralisme communiste est encore plus patent dans la Yougoslavie qui s'est délitée dans la guerre civile entre 1991 et 1995. Avec l'effondrement du bloc de l'Est et de la logique de guerre froide, la guerre redevient possible en Europe sans devenir une catastrophe mondiale. Pourtant, la communauté internationale s'est mêlée tardivement de l'affaire yougoslave. Ce n'a pas été l'Europe divisée entre les tenants du statu quo (France et Grande-Bretagne) et les partisans (en particulier l'Allemagne) d'une reconnaissance rapide des nouveaux Etats slaves, mais l'OTAN, avec la présence efficace des Etats-Unis, a imposé une paix de compromis aux belligérants.

Slovénie, Croatie, Bosnie, Serbie attestent d'une nouvelle balkanisation de l'Europe, de même que la séparation à l'amiable de la République tchèque et de la Slovaquie. Libérée du commu-



nisme en tant que dictature unitaire, l'Albanie est retournée à la guerre civile et au tribalisme. Les Etats communistes étaient en fait des monarchies qui s'appuyaient sur des vassaux: les militants d'un parti unique. Au plan géopolitique, ces Etats masquaient temporairement des failles profondes. Toutes les failles que la diplomatie allemande avait fait renaître entre 1938 et 1945 sont réapparues, tant dans le Sud-Est qu'à l'Est de l'Europe. La nouvelle bipolarisation de l'Europe se marque par l'existence parallèle de l'Union européenne, qui fait figure de « club des riches », et des « parents pauvres » de l'Est. Cette fracture est très ancienne, on la trouvait déjà à l'époque de Charlemagne avec le monde catholique et le monde orthodoxe, les Latins et les Grecs, les Germains et les Slaves...

Les conséquences du communisme semblent assez durables. L'Allemagne et l'Ita-

lie se sont relevées plus vite des ruines de la guerre mondiale laissées par le nazisme et le fascisme que la Russie, l'Ukraine, la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie, l'Albanie, la Serbie ne mettent de temps à « digérer » le communisme. En effet, au désastre économique, il faut ajouter le chaos moral qui tient à la doctrine communiste elle-même. Dans un système égalitariste, une cooptation par la médiocrité désigne le personnel dirigeant, car le mérite effraie. Cette doctrine du nivellement contenait en elle-même les causes de sa destruction. Après environ soixante-dix ans, les effets sont dévastateurs.

Entre 1989 et 1991, la carte de l'Europe a été modifiée pour la sixième fois au cours du XX^e siècle. Contrairement à une idée reçue, c'est un continent instable, capable de mutations rapides. La paix qui règne en Occident depuis 1945, celle plus ancienne, dont jouit

la Confédération helvétique, sont exceptionnelles dans l'histoire, mais exceptionnel ne veut pas dire éternel.

Essor des régionalismes et Union européenne

Alors que l'Est de l'Europe évolue depuis une décennie dans la voie du morcellement, l'Occident recherche une union toujours plus étroite. La grande découverte européenne, après 1945, c'est que les frontières politiques et économiques pouvaient ne pas coïncider. En dépit d'accrochages, d'une admission difficile de la Grande-Bretagne, le Marché Commun s'est avéré une réussite. Avec le passage de la Communauté économique européenne à l'Union européenne en 1992, l'Europe des douze est passée à quinze. Le traité de Maastricht change radicalement le projet d'intégration européenne. Partant de l'Europe des nations chère à un Churchill ou un de Gaulle, on se dirige vers un modèle fédéral, les Etats-Unis d'Europe. On en revient à une adéquation entre les frontières économiques et politiques dans le cadre d'une supranationalité. Une nouvelle bannière étoilée flotte dans le ciel, drapeau modulable sur lequel les étoiles peuvent s'ajouter. Laquelle brillera plus que les autres? Combien y en aura-t-il?

L'Union européenne favorise les régionalismes qui, dans les années 1970, résul-

taient de mouvements gauchistes. Les choses sont plus sérieuses aujourd'hui. La constitution d'un parlement écossais ou gallois au début du siècle aurait conduit à une guerre civile telle que l'Irlande en avait connu entre 1917 et 1921. L'impensable est devenu réalité. On est plus proche de Bannockburn que de Culloden. Le regain de fierté nationale des peuples celtes du Royaume-Uni n'est pas la seule explication. L'UE rend économiquement viable une Ecosse de 5 millions d'habitants, certaine que, sans barrière douanière prohibitive, ses produits trouveront un débouché sur le continent. L'intégration économique de l'Ecosse à l'Angleterre n'est plus aussi nécessaire que par le passé, quand l'Europe était un marché fermé et cloisonné.

Il en va théoriquement de même pour l'Espagne avec

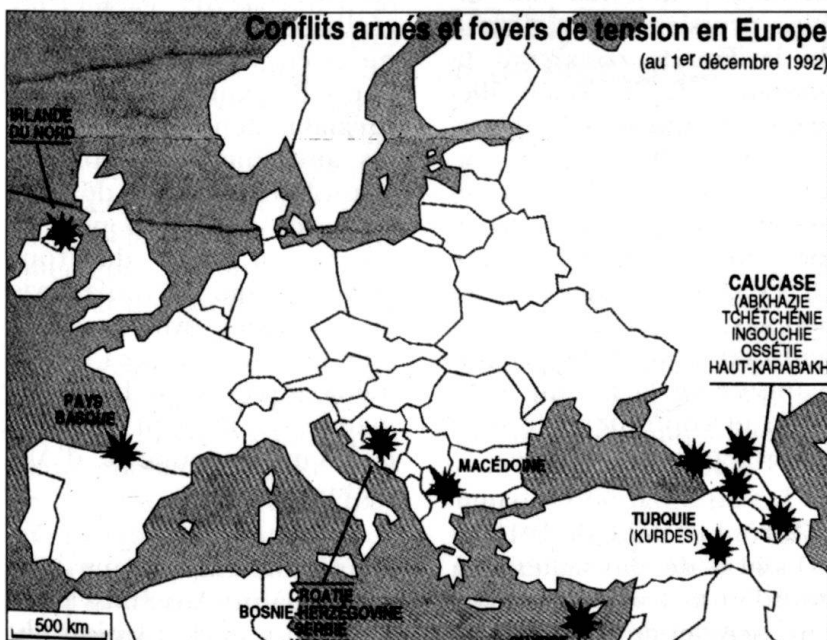
une Catalogne fière de son particularisme linguistique. Qui aurait imaginé en 1975, à la mort de Franco, une Catalogne où la signalisation routière serait écrite en catalan? Le Pays Basque possède même sa propre police, qui se distingue par son fameux béret rouge. Seule la monarchie maintient sentimentalement l'ensemble ibérique. Le mariage de la fille du roi en 1997 avec un Basque à Barcelone, capitale de la Catalogne, montre toute l'habileté d'un roi désireux de retenir ses peuples.

Que dire de la Belgique où Flamands et Wallons sont de plus en plus séparés par la ligne Bavay-Tongres qui, jadis servait de frontière à l'Empire romain face aux barbares? Seule la dynastie en place semble maintenir deux peuples qui s'apprécient de moins en moins. La sécession belge n'en laissera pas moins Bruxelles capitale de

l'Union européenne et, peut-être, lui garantira un statut de territoire fédéral comme le «District of Columbia» qui abrite Washington?

A côté des signes évidents de démantèlement des vieux Etats-nations, il y a des indices de réorganisation au sein de l'Union européenne. Des politiciens locaux évoquent l'existence d'euro-régions capables de créer des principautés à la dimension de leurs mérites: une euro-région «Méditerranée» de Gênes à Barcelone; une Néo-Lotharingie avec le Rhin pour centre de gravité, éventuellement raccordé au Rhône par un canal qui intéresse davantage certains élus marseillais que le monde des affaires. Ces euro-régions, inspirées par des considérations eurocratiques, rendraient plus irréversible le démembrement des nations. Pour l'historien, ce serait la renaissance de l'Europe du Haut Moyen Age: une mosaïque de principautés régionales soumises à l'autorité morale d'un Saint Empire romain (germanique?). Libre circulation des marchandises et des idées, sous un système de loi unique: le rêve d'un Charlemagne!

L'ONU, aussi, favorise les nationalismes. Comprenant une cinquantaine de membres à sa création, elle en compte plus de 175, cela après un demi-siècle. Paradoxe des temps, plus il y a d'associations internationales, plus les nations établies sont menacées de division. Une nation repose sur une

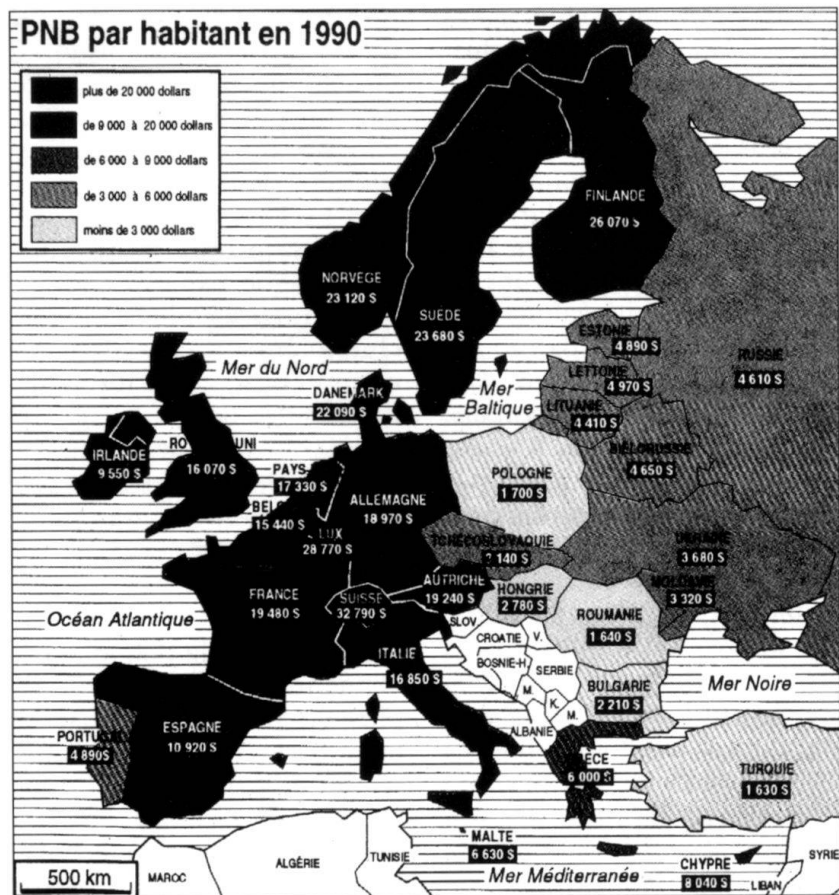


identité. Certaines références identitaires sont transnationales, par exemple celles qui touchent la langue ou la race.

Un Anschluss silencieux ?

L'Allemagne est un Etat fédéral. Son unité culturelle, ethnique et linguistique, sa conception décentralisée de l'Etat facilitent l'intégration. L'Allemagne est surtout le centre économique, bientôt bancaire, de l'Union européenne. Depuis la réunification, elle impose son rythme à l'Europe. La France, d'abord initiatrice et animatrice, est devenue une sorte de brillant second; elle fait figure de bon élève de l'Europe, donne des gages à l'Allemagne, sacrifie fiscalement sa population et son économie aux critères de convergence de Maastricht.

La fédération de l'Europe suit dans une certaine mesure le schéma historique de l'unification allemande. L'Union douanière «Zollverein» de 1833 rappelle l'ancien Marché commun de 1957: les questions monétaires et politiques n'y étaient pas abordées. Il fallait une force supérieure pour les imposer car, contrairement à l'accord européen de 1992, l'entente n'existait pas. Le «Zollverein» laissait supposer une rivalité politique future entre la Prusse, force montante, et le vieil Empire d'Autriche, déclinant. L'enjeu était la domination de la «Mitteleuropa». 1866 consacrait la vic-



toire des armes prussiennes et l'éviction de l'Empire austro-hongrois. L'unification allemande devenait une affaire prussienne. La défaite de la France consacrait la naissance du II^e Reich allemand. Néanmoins la dynastie Hohenzollern laissait une souveraineté politique et militaire aux différents royaumes qui composaient le Reich. Le rêve d'unifier tous les peuples allemands dans un seul Etat animait les pangermanistes de la fin du XIX^e siècle et continuera de hanter les esprits par la suite.

Après la défaite de 1918, le «Diktat» de Versailles, en interdisant l'unification de l'Autriche et de l'Allemagne,

désigne un objectif aux nationaux-socialistes. Leur chef Hitler, Autrichien d'origine, Allemand par le sang versé, réalisa cet objectif pacifiquement en 1938. Une campagne d'agitation déstabilisa préalablement les nationalistes autrichiens au pouvoir. Mussolini, défenseur de l'Autriche en 1934, renonce, lâché par la France du Front Populaire qui ne voulait pas faire alliance avec le dictateur fasciste pour des motifs idéologiques. La défaite allemande de 1945 fit échouer la première tentative d'Anschluss.

L'Union européenne parviendra à un Anschluss pacifique au sein de l'Union eu-

ropéenne: institutions fédérales, absence de frontières, monnaie unique, langue commune, pénétration économique, axe Rhin-Danube. Tous ces facteurs contribueront à affaiblir les nations au profit de l'idée de «Reich», c'est-à-dire de communauté de race. Régionalisées, les autres nations européennes auront un poids mineur face à l'ensemble germanique. Il n'y aura pas plus de frontières qu'à l'époque où l'Europe était jeune, c'est-à-dire il y a 2000 ans.

Vers la sécession québécoise par l'ALENA?

Le référendum de 1995 concernant l'indépendance du Québec a échoué à 26000 voix. Cet échec masque une chance pour l'avenir: premièrement, les principaux opposants à l'indépendance sont la minorité anglophone du Québec (10%) qui tend à émigrer devant les progrès de la francisation, deuxièmement, les partisans du oui à l'indépendance sont la frange la plus jeune de l'électorat. Cette partition du Canada est-elle viable économiquement? Au moment où le général de Gaulle prononça «Vive le Québec libre» à la fin des années 60, ce n'était pas le cas. Seul le 3% de l'électorat québécois souhaitait cette indépendance. En trente ans, les choses ont changé. Le Québec a rattrapé son retard éducatif et culturel sur l'Ontario, principal Etat du Canada.

Dans le domaine économique, le Québec est le deuxième partenaire continental des Etats-Unis. La ville de New-York va même y chercher son eau. L'ALENA, aujourd'hui le grand marché américain évoqué dans la déclaration de Miami en 1994, favorise le séparatisme québécois. Les «souverainistes» ont pensé à la question monétaire. En cas de succès, créer une monnaie québécoise serait l'exposer aux représailles du Canada, voire des Etats-Unis. Le désastre serait assuré. Garder le dollar canadien, sans modifier les habitudes des populations, permettrait une considérable économie de moyens. Un matelas de 20 milliards de dollars canadiens préparé par le gouvernement du Québec atténuerait une éventuelle dévaluation de la monnaie par Ottawa. Il ne manque à ce vaste projet que l'assentiment populaire.

Et la Suisse? L'analyse d'un Français...

Adhérer à l'UE revient à se demander quel serait le sort d'une confédération au sein d'une fédération plus vaste. La réponse s'articule différemment selon les règles de la politique ou celles de l'économie. Au plan politique, fédération et confédération ne sont pas compatibles. La confédération suppose l'existence d'une large part d'autonomie interne et même de particularisme local. La fédération en admet le principe, mais n'en tolère pas

une expression contradictoire. Quand les Etats du Sud ont voulu se doter d'une confédération, ceux du Nord, partisans de l'Union et fédératifs, y ont vu une rébellion: la guerre de Sécession, de 1861 à 1865, fut la plus meurtrière de l'histoire des Etats-Unis. N'oublions pas que l'URSS était une fédération. Le mouvement historique d'une fédération tend vers un exécutif fort, vers l'unité des lois et des cultures. Il efface ou marginalise les particularismes nationaux ou plutôt tente de les faire disparaître. Ce faisant, il peut les exacerber.

Le fédéralisme européen contient en germe l'extension des troubles sociaux. L'harmonisation des régimes sociaux et des réglementations sur le travail amènera des problèmes communs qui émergeront en même temps, comme les révolutions de 1830 et de 1848. Pourquoi pas des euro-syndicats réunis pour un temps sur des thèmes communs? D'autre part, les élections législatives des pays communautaires voient alternativement des vagues libérales et des vagues roses. La France montre que la gauche, loin d'avoir évolué comme chez ses voisins, reste fidèle aux thèses marxistes, voire léninistes, plus que jadis.

En 1947, le gouvernement socialiste avait mobilisé 80000 réservistes et envoyé l'armée contre les grèves insurrectionnelles des mineurs fomentées par la CGT et le PCF. En 1997, le gouverne-

ment socialo-communiste témoignait de sa solidarité avec les camionneurs qui bloquaient l'économie du pays et la libre circulation nationale et européenne. Qu'attendre d'un Parlement européen majoritairement imbu d'une telle idéologie: la recréation d'une URSS en Europe occidentale?

Dans le cadre d'une Europe monétaire unie, dont l'échéance, initialement prévue pour 1995, est sans cesse reculée, le franc suisse pourrait-il se maintenir? Le surcoût des frais de change et le jeu d'une spéculation de représailles sont des difficultés à prévoir. L'une et l'autre peuvent être tournées, à condition d'adopter une conduite originale: dissocier monnaie intérieure et monnaie extérieure. Le docteur Schacht a magistralement démontré la validité d'un tel modèle monétaire. Il a permis en un temps record de redresser économiquement l'Allemagne ébranlée par la crise de 1929 et de financer... le réarmement massif du pays. Le détournement à des fins d'a-

gression d'un succès économique ne cache pas la singulière efficacité d'un tel système monétaire.

L'adoption de l'euro comme monnaie extérieure européenne de la Confédération serait un bouclier contre la spéculation et une épée pour les exportations continentales. Le franc suisse peut se maintenir comme monnaie intérieure. Il ne changerait pas les habitudes de la population helvétique. En France, on n'entrevoit pas la révolution mentale que sera l'adoption de l'euro. En 1998, beaucoup de Français comptent encore en «anciens francs», alors que le nouveau existe depuis 1960! Le maintien du franc suisse peut éventuellement le poser en valeur refuge en cas de chute de l'euro. Monnaie intérieure de la Confédération, le franc peut néanmoins, hors d'Europe, rester une monnaie reconnue internationalement. La souplesse contre le monolithisme. David contre Goliath. L'Europe monétaire, comme l'Europe sans frontières, sera

une maison sans cloisons intérieures, donc d'autant plus fragile, puisque balayée par toute crise de l'euro.

L'adoption de normes européennes dans l'industrie permet de créer des marchés captifs, mais elle est le fruit d'un rapport de force dans la communauté. Le plus fort impose ses normes, donc un surcoût de reconversion. La qualité n'y gagne pas toujours. La France s'en est rendue compte pour les normes de définition des appareils TV. La Suisse doit y réfléchir, car sa fortune et son génie industriel consistent à faire mieux ce que peu savent faire. Si on lui impose des normes de qualité inférieure à celles qu'elle pratique aujourd'hui, sa production risque de perdre sa spécificité dans le marché international. Par contre, rien ne l'empêche de suivre des normes extérieures en les adaptant à un haut standard de qualité. Un petit pays ne doit pas faire comme tout le monde, sinon il n'est plus rien, il n'existe même plus...

P. R.